

Question présentée par le député :

M. Bertrand Buchs

Date de dépôt : 23 juin 2014

Question écrite urgente

Le quartier de la Tambourine à Carouge : une histoire sans fin !

Nous venons d'apprendre que l'enquête publique du Plan localisé de quartier de la Tambourine, à Carouge, ne pourra se faire, au mieux, que dans 18 mois.

Cela fait **14 ans** que les habitants de ce quartier demandent une révision du PLQ, et plus de 9 ans, que le Conseil d'Etat a décidé de réviser ce PLQ.

En 2010, lors d'une rencontre entre les habitants et le département, le conseiller d'Etat Mark Muller promet la mise à l'enquête publique du PLQ révisé.

En 2011, pour convaincre les députés encore hésitants au moment du vote sur le crédit de construction pour le bâtiment de la HEG, ce même conseiller d'Etat réitère sa promesse en disant que le PLQ révisé est prêt.

En 2012, à l'initiative commune des services de l'Etat et de la Commune, une séance de concertation a lieu avec les hautes écoles et les associations du quartier. D'emblée l'Université annonce l'abandon des projets d'agrandissement sur le site de Battelle. Un accord est alors très vite trouvé. La date pour la publication du PLQ révisé est annoncée pour le printemps 2013.

En 2013, les conseillers d'Etat du DU et du DIME donnent leur accord pour la solution retenue. Elle correspond au projet de PLQ proposé en janvier 2009 mais allégé d'une construction importante, initialement destinée à l'Université. De plus, les TPG ont renoncé à entrer avec leur bus sur le site, le nombre de place de parking a été diminué et une meilleure solution de mobilité à l'intérieur du périmètre a été trouvée. L'accord sur ces derniers points a été confirmé au début 2014 par le conseiller d'Etat Luc Barthassat.

Les répercussions de ce long blocage du PLQ sont néfastes. La plus grande partie du terrain est en main de l'Etat. Les espaces du futur domaine public communal ne sont toujours pas définis. Personne ne se sent donc responsable de leur entretien. A plusieurs reprises, les habitants ont organisé des journées de nettoyage. Le mobilier urbain est absent. Le vieux laboratoire délabré de Battelle, abandonné depuis des années, est toujours en place. La circulation est chaotique et dangereuse et le parking sauvage est la règle. La question de la sécurité n'est pas définie : qui doit intervenir, Police cantonale ou communale ?

Il est donc urgent qu'un PLQ révisé soit déposé.

Ma question : Pourquoi attendre encore 18 mois pour soumettre ce PLQ a l'enquête publique ?

Je vous remercie pour votre prompte réponse.